



KHEIRA MESSAOUDENE

Chef de bureau de la Protection
de l'Enfance à la DGSN

LE RÔLE DES SERVICES DE POLICE DANS LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS

Cette rencontre nous permet d'aborder un domaine très sensible, considéré jusqu'à présent comme un enjeu, celui de la prévention de la violence exercée sur les enfants. Dans cette optique, l'on peut retenir que les agents de l'application de la loi sont les premiers à recevoir les victimes de tous genres, dont celles de violences physiques et sexuelles, considérant l'entité policière comme étant la seule alternative où y trouver refuge.

Les enquêtes sur les infractions dont sont victimes les enfants se rapprochent généralement, dans la mesure où elles comportent l'audition des parties en cause, les témoins et l'avis des experts ainsi que les parties civiles.

Le processus des enquêtes s'articule autour de plusieurs étapes, à savoir : une fois la victime reçue par les services de police, une réquisition à personne est établie et adressée au service médico-légal par laquelle la victime subit un examen gynécologique et anal en vue de déterminer et confirmer l'acte sexuel, son degré, sa gravité et éventuellement l'état de grossesse pour les mineures victimes de viol, par un écrit sur un certificat descriptif qui sera annexé à la procédure judiciaire adressée au Procureur de la République. La même procédure est établie pour les victimes de violence physiques et de mauvais traitements.

Pour la prise en charge des affaires liées aux enfants victimes, il existe des brigades de la protection de l'enfant dans chaque sûreté de wilaya, à qui revient cette responsabilité. L'accueil, l'audition et l'enquête en général sont menés par un personnel qualifié, dont une partie de ce personnel est féminin.

L'abus sexuel est souvent découvert suite à la fugue de la victime ou bien suite à une hospitalisation en service de maternité, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une grossesse issue d'un acte incestueux, ou par le signalement des parents de l'enfant victime.

Dans toute affaire d'enfants victimes de violences, les enquêteurs ont pour principe général de s'efforcer à protéger l'enfant.

On constate régulièrement que l'enfant victime, compte tenu de ses aptitudes mentales et physiques, risque de ne pas verbaliser de manière claire ses pensées et ses sentiments intimes. L'audition est non seulement une source d'informations détaillées sur l'agression, mais elle est également conçue pour reconforter et rassurer la victime.

La raison essentielle pour laquelle l'enfant est entendu est la nécessité d'établir si une infraction a été commise ou non et dans quelles conditions : comment, quand, quels sont les faits ?

En second lieu, l'audition a pour objectif de traduire en justice les auteurs de l'infraction. Remarquons encore qu'il arrive parfois que l'enquêteur se trouve en face de déclarations mensongères ou qu'il se heurte à un mur de silence.

Données statistiques sur les enfants victimes durant l'année 2005

Tableau des mineurs victimes par nature d'actes
ANNEE 2005

Actes	Masculin	Féminin	Total
Coups et blessures volontaires	2.367	671	3.038
Abus sexuels	634	838	1.472
Mauvais traitements	230	184	414
Enlèvements	48	91	139
Homicides volontaires	22	06	28
TOTAL	3.301	1.790	5.091



**Tableau des mineurs victimes
par tranche d'âge et catégorie de sexe
ANNEE 2006**

Tranche d'Age	Masculin	Féminin	Total
Moins de 10 ans	452	221	673
10-13	548	222	770
13-16	1.229	713	1.942
16-18	1.072	634	1.706
TOTAL	3.301	1.790	5.091

Le problème qui se pose actuellement réside dans le manque cruel de structures d'accueil d'urgence. Lorsque celle-ci existe, elle est surchargée et non appropriée, surtout quant il s'agit de victimes de sexe féminin. Ces dernières, généralement rejetées par leurs parents, sont placées au même titre que les délinquantes.

Pour améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des enfants victimes au niveau de ses services, la Direction Générale de la Sûreté Nationale a renforcé ses rangs ces dernières années par la relance du recrutement du personnel policier féminin et la création de la police de proximité au sein des quartiers afin d'être plus proche du citoyen et de ses préoccupations.

Propositions :

- Création d'un centre d'accueil d'urgence pour enfants victimes de violences.
- Mise en place d'un programme de coordination dans les actions de prise en charge du phénomène de la violence à l'égard des enfants.
- Implication des médias aux rencontres organisées sur le phénomène, en vue de sensibiliser le grand public sur les dangers qui guettent les enfants.
- Inculquer la culture de signalement chez le citoyen en vue de dénoncer toute personne suspecte rôdant autour des enfants (à proximité des écoles ou autre).
- Il y a lieu de prévoir des programmes de prévention destinés aux enfants :
 - Une prévention primaire s'adressant aux enfants qui a pour but de les informer des façons de se protéger des violences sexuelles.

- Une prévention secondaire qui a pour but d'apprendre aux enfants à se défendre en cas d'abus et notamment à révéler ce qui leur est arrivé.

Les principes de ces programmes :

- L'enfant doit savoir que son corps lui appartient. C'est pourquoi, il convient d'apprendre aux enfants qu'ils ont un droit de regard sur leur corps et que personne n'a le droit de les toucher sans leur permission.

- L'enfant doit savoir qu'il y a différentes sortes d'attouchements. Il faut apprendre à l'enfant qu'il y a de bonnes et de mauvaises façons de toucher et que certains types d'attouchements sont inacceptables.

- L'enfant doit savoir dire « non ». C'est pourquoi, ceux qui dispensent ce programme doivent transmettre aux enfants qu'ils ont le droit de dire non aux mauvais attouchements si on leur demande de participer à une pratique qui les met mal à l'aise.

- L'enfant doit parler. Il faut apprendre aux enfants qu'il faut signaler aux adultes que quelqu'un essaie de les toucher « là où il ne faut pas ». Il faut également que l'enfant sache que les adultes le protégeront.

Enfin, la prise en charge des enfants victimes de violences est l'affaire de toute la société, partant de la famille, des institutions de l'Etat et de la société civile. Et à cet effet, la multisectorialité dans la prise en charge du phénomène de la violence est impérative.

Cette rencontre doit être un appel lancé envers les pouvoirs publics d'une part et la société civile d'autre part pour une prise en charge sérieuse et continue des problèmes dont souffrent nos enfants ■

» Intervention de Madame Kheira Messaoudène
Journée d'étude du 21 juin 2006
Alger, Institut National de la Santé Publique
Prévention de la maltraitance envers les enfants
Photos Terre des Hommes